

Genève et Bruxelles, 1^{er} février 2022

A : Monsieur Franck Riester, Ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité

Les syndicats européens et mondiaux de l'industrie appellent l'UE à agir plus fermement contre la junte militaire au Myanmar avec le retrait du régime TSA

Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons au nom de [IndustriALL Global Union](#) et [industriAll European Trade Union](#) qui représentent des millions de travailleurs dans les industries des mines, de l'énergie et de la fabrication en Europe et dans le monde entier, afin de réitérer nos profondes inquiétudes face à la situation au Myanmar à l'occasion du **premier anniversaire du coup d'état militaire ce 1^{er} février 2022**.

Depuis le coup d'état, la junte militaire a arrêté de plus de 11 500 civils, syndicalistes, journalistes, acteur de la culture, exécuté 64 condamnations à mort et assassiné plus de 1 500 civils, dont 100 enfants âgés de 14 mois à 17 ans.

Le 24 décembre, la junte militaire a orchestré une attaque d'une extrême violence dans l'Etat Kayah au cours de laquelle 38 civils dont des femmes et des enfants qui cherchaient à fuir le conflit, ont été exécutés et leurs corps brûlés.

Un tribunal contrôlé par la Junte a récemment condamné à la peine de mort deux activistes pro-démocratie, accusés d'être à la tête de guérillas contre les forces de la junte et leurs alliés.

Les Nations-Unies estiment à plus de 1,6 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit dans les Etats Chin, Kachin, Rakhine et Shan du Myanmar. 241 000 personnes se sont également réfugiées au Bangladesh, en Malaisie et en Thaïlande.

Les crimes contre l'humanité se poursuivent sans relâche au Myanmar, et la junte militaire se livre à une large répression contre différents groupes et enlève des personnes dont des membres de leur famille sont sous mandat d'arrêt.

Dans de telles circonstances, la communauté internationale, et en particulier l'Union européenne, doit se mobiliser, prendre une position politique plus ferme et appliquer des mesures économiques pour stopper ce massacre !

En octobre dernier, une résolution du Parlement européen « *demandait une nouvelle fois à la Commission d'ouvrir rapidement une enquête sur les préférences commerciales accordées au Myanmar/à la Birmanie, en particulier en ce qui concerne les entreprises détenues par des membres de l'armée du Myanmar/de la Birmanie, dans des secteurs spécifiques, et de tenir le Parlement dûment informé des mesures qui doivent être prises.* »

La résolution précise « *que la mise en place de contacts plus étroits avait déjà débuté en 2018 par une plus grande attention accordée au respect des conventions relatives aux droits de l'homme et des droits des*

travailleurs, et que le coup d'État a anéanti les progrès réalisés au cours du processus de démocratisation, sapant ainsi les conditions d'octroi des préférences TSA ».

Il convient de souligner que l'UE est le troisième partenaire commercial du Myanmar, derrière la Chine et la Thaïlande. En 2018, les importations de l'UE en provenance du Myanmar s'élevaient à 2,3 milliards d'euros, avec quelque 250 millions d'euros d'économies de droits de douane grâce au régime Tout sauf les armes (TSA).

Le système de préférences généralisées de l'UE a pour objectif d'aider les pays en voie de développement et les pays moins développés à réduire la pauvreté et à créer des emplois conformément aux valeurs et principes internationaux qui incluent les droits des travailleurs et les droits de l'homme. Les syndicats soutiennent l'objectif de la Commission européenne d'utiliser les mesures commerciales de l'UE pour améliorer les normes et conditions de travail dans les pays en développement, qui devraient au strict minimum respecter les conventions fondamentales de l'OIT.

En conséquent, IndustriALL Global Union et industriAll European Trade Union appellent l'UE :

- **À se mobiliser contre les actes brutaux inacceptables de la junte militaire au Myanmar et à prendre de toute urgence des mesures plus fermes en utilisant ses instruments commerciaux et notamment le retrait du régime TSA ;**
- **A reconnaître le gouvernement d'unité nationale (*National Unity gouvernement NUG*) et à soutenir sa légitimité vis-à-vis des Nations Unies et de ses agences ;**
- **A exhorter la junte militaire à cesser de tuer, maintenir en détention, torturer et intimider la population, et à libérer, immédiatement et sans condition, tous les leaders politiques, travailleurs, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme emprisonnés au Myanmar ;**
- **À insister pour que les mandats d'arrêt contre les militants syndicaux sur la seule base de leurs activités pacifiques soient annulés, et à réclamer la fin des attaques contre la liberté d'association et la liberté d'expression au Myanmar.**

Dans l'attente d'une réponse et d'une action rapides de votre part, nous vous prions d'agréer, monsieur le Ministre, nos salutations distinguées.



Luc Triangle
Secrétaire général
IndustriAll European Trade Union



Atle Høie
Secrétaire général
IndustriALL Global Trade Union